

Scepticisme à Bujumbura après l'accusation des autorités lancée contre les FLN

RFI, 08 octobre 2011 La divulgation d'un document classé top secret par les services de renseignements burundais qui désigne Agathon Rwasa comme l'auteur du massacre de Gatumba a été accueillie avec scepticisme à Bujumbura. Le gouvernement parle de « fuite impardonnable ». La commission d'enquête sur ce massacre n'a toujours pas rendu son rapport. D'après le document qui émane du Service national de renseignement, Agathon Rwasa aurait « planifié » le massacre dans un bar de Gatumba, une localité proche de Bujumbura. Cette attaque, dans la nuit du 18 au 19 septembre dernier, avait fait au moins 39 morts.

Selon les services de sécurité burundais, l'ancien chef rebelle aurait agi depuis la République démocratique du Congo. La divulgation du document a suscité un grand émoi dans la capitale burundaise. De nombreux habitants de Bujumbura ne cachent pas leur surprise de voir les services secrets burundais mettre en cause le leader des Forces nationales de libération (FNL) Agathon Rwasa et l'opposition politique, regroupée au sein de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC-Ikibiri) dans le massacre de Gatumba. La commission d'enquête, mise en place le lendemain de l'attaque du bar dans la nuit du 18 septembre 2011, (au moins 39 morts), n'a pas encore publié son rapport. Le porte-parole de l'ADC Ikibiri, Chauvineau Mugwengezo, ne cache pas son inquiétude : « Qui veut noyer son chien accuse toujours de rage. Nous, nous sommes engagés pour exclusivement la lutte politique. Tout ce qui ne concerne pas la lutte politique ne nous concerne pas. C'est un prétexte pour une répression accrue ». Du côté du pouvoir burundais, l'embarras domine et on cherche à déterminer le responsable de la fuite qualifiée de « impardonnable » responsable burundais. Le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, tente aujourd'hui de calmer le jeu en attendant la fin des investigations en cours : « Si on a mis en cause Agathon Rwasa ou quelqu'un d'autre, ce sont des pistes dans les enquêtes mais en ce qui concerne les accusations contre ADC-Ikibiri, le gouvernement ne pourrait pas se prononcer parce qu'il attend toujours ce que la commission a mis en place confectionne son rapport ». Mais l'opposition se dit toujours préoccupée autant, explique-t-elle, que le pouvoir burundais a imposé à la presse un blackout total sur le massacre de Gatumba. La commission d'enquête sur le massacre de Gatumba a été créée le 21 septembre dernier et devrait rendre son rapport dans un délai d'un mois.